



Nevers, CSASD du 5 septembre 2023

Madame la directrice académique,

Mesdames, messieurs les membres du CSASD,

Cet été a vu l'arrivée d'un nouveau ministre de l'Education Nationale.

Nous ne pouvons que souhaiter la bienvenue à M. Gabriel ATTAL, mais également exprimer notre inquiétude, combien les défis qui l'attendent sont nombreux.

La présidence Macron en est déjà à 3 ministres en 5 ans. Multiplier les changements ne sert à rien si cela ne s'inscrit pas dans la durée.

L'UNSA-Education rappelle par ailleurs que les décisions doivent se prendre et s'annoncer rue de Grenelle. En effet, quand un Président fait des annonces avant son ministre sans que l'efficacité des mesures antérieures ne soit étudiée, il y a de quoi être perplexe et désabusé !

Que nous cache l'arrivée de M. ATTAL ? de nouveaux changements ?

Depuis plusieurs semaines, le Président et le gouvernement disent vouloir changer rapidement et concrètement le quotidien des Français.

Toutes ces nouvelles injonctions placent à nouveau les personnels au centre de cette mission, alors qu'en premier lieu, leur quotidien n'est ni considéré ni compris. Eux aussi voudraient que leur quotidien change concrètement pour pouvoir se concentrer sur le sens de leurs métiers et en tirer satisfaction.

L'UNSA-Education rappelle par ailleurs son opposition au Pacte qui ne tient pas la promesse d'une revalorisation de 10% pour toutes et tous, qui va aggraver les inégalités femmes/hommes, dégrader massivement les conditions de travail des collègues et les conditions d'apprentissage des élèves en creusant les inégalités entre les écoles et les établissements, en créant également des tensions au sein des collectifs de travail.

Sa mise en place à marche forcée, dans un flou absolu, vient ajouter de l'absurdité à un dispositif déjà bancal et inéquitable.

Alors que la profession est mal rémunérée au regard du niveau de diplôme exigé, de la charge de travail et des conditions d'exercice, il est somme toute assez cynique d'instrumentaliser le réel besoin d'augmentation des rémunérations des personnels, impactés de plein fouet par le recul de leur pouvoir d'achat, pour mettre en oeuvre au sein de l'Education Nationale le « travailler plus pour gagner plus ». Il s'agit plutôt de « s'épuiser plus pour gagner plus ».

Emmanuel MACRON ne se contente pas de diviser la société, il divise également au sein des personnels de l'Education Nationale, entre ceux qui vont accepter les missions du Pacte, de façon légitime pour voir leur salaire insuffisant s'élever un peu et ceux qui ne pourront pas le faire.

Au mois de juin, le président de la République a profité de sa visite à Marseille sur les enjeux éducatifs locaux pour faire plusieurs annonces, qui ont surpris le monde éducatif et en tout premier lieu les représentants du personnel, notamment sur la durée des vacances d'été alors que la réflexion sur ce sujet vient à peine d'être lancée dans un groupe de travail du Conseil Supérieur de l'Education.

Le temps scolaire est une problématique qui engage l'ensemble de la société, qui interroge l'éducation populaire et ses centres de loisirs, les collectivités territoriales

organisatrices du temps périscolaire, qui questionne l'accès à des modes de garde sur tout le territoire voire la capacité des infrastructures touristiques et routières à encaisser les « flux humains », sujet médiatique qui revient tous les ans lors des périodes de départ en vacances. Il ne peut être réglé de manière péremptoire, au détour d'une interview, alors que 12 millions d'élèves, leurs parents et un million de personnels en dépendent.

Mais plus largement, c'est la méthode des annonces sur les politiques éducatives qu'il faut repenser. On n'aborde pas un débat sur les vacances scolaires à la fin juin quand on respecte un tant soit peu des personnels surchargés par la préparation de la prochaine rentrée, déstabilisés par des annonces incohérentes et intempestives qui se sont multipliées les semaines précédentes si on prend au sérieux ce sujet crucial pour l'amélioration du service public d'éducation.

Pour cette rentrée, le président en a remis une couche en proposant de faire une rentrée le 20 août pour les enfants en difficulté.

S'occuper des enfants en difficulté une semaine de plus n'aura pas une grande utilité. Le risque est grand que ces derniers vivent cela comme une punition, non comme une opportunité.

Pour l'UNSA-Education, la vraie solution est de baisser les effectifs par classe partout, dans toutes les écoles pour que chaque enseignant puisse accorder le temps nécessaire à chaque élève ainsi que de doter toutes les circonscriptions de RASED complets avec des personnels formés.

Plus localement, nous avons appris la semaine dernière, comme les collègues PES à 100%, qu'une partie de leurs crédits de formation auraient lieu durant les vacances de Toussaint, d'Hiver et de Printemps. Nous nous interrogeons sur la pertinence de ce choix, eu égard à une année déjà plus qu'intense pour ces collègues dont la charge de travail personnel sera largement répercutée sur les soirs, les mercredis, les week-ends et les vacances scolaires.

De fait, pourquoi leur imposer encore plus de contraintes sur ces temps de congés ? Contraintes qui auront aussi forcément un impact sur leur vie personnelle. Ceci d'autant que la formule utilisée l'année dernière semblait être la bonne : 2 sessions de 2 semaines en formation durant le temps scolaire, avec les M2 ECA en remplacement des PES 100%.

Ne pensez-vous pas qu'il s'agit d'un très mauvais signal envoyé dès l'entrée dans le métier, en très nette perte d'attractivité avec une charge de travail en constante augmentation ?

Sur quelle base cela est-il possible ?

Comment ces heures supplémentaires vont-elles être récupérées ?

Comment vont-elles être rémunérées ?

Nous terminerons en souhaitant une bonne année scolaire à tous les personnels et espérons que l'augmentation du nombre de PES aura permis de couvrir le manque d'enseignants des années précédentes.

Les représentants des personnels UNSA Education